



HAL
open science

Elections régionales 2004, deuxième tour : Plongée socio-électorale sous la vague rose

Céline Colange, Michel Bussi, Jérôme Fourquet, Jean-Paul Gosset

► To cite this version:

Céline Colange, Michel Bussi, Jérôme Fourquet, Jean-Paul Gosset. Elections régionales 2004, deuxième tour : Plongée socio-électorale sous la vague rose. *Cybergeog* : Revue européenne de géographie / *European journal of geography*, 2004. halshs-04558761

HAL Id: halshs-04558761

<https://shs.hal.science/halshs-04558761v1>

Submitted on 25 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License



Cybergeo : revue européenne de géographie / European journal of geography

Revue fondée en 1996 / Journal founded in 1996
Débats

Elections régionales 2004, deuxième tour : Plongée socio-électorale sous la vague rose

Michel Bussi, Céline Colange, Jean-Paul Gosset et Jérôme Fourquet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cybergeo/3359>

ISSN : 1278-3366

Éditeur

UMR 8504 Géographie-cités

Ce document vous est offert par Université de Rouen Normandie – Bibliothèque Universitaire



Référence électronique

Michel Bussi, Céline Colange, Jean-Paul Gosset et Jérôme Fourquet, « Elections régionales 2004, deuxième tour : Plongée socio-électorale sous la vague rose », *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne], Débats, Elections en France, mis en ligne le 01 avril 2004, consulté le 14 février 2024. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/3359>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.

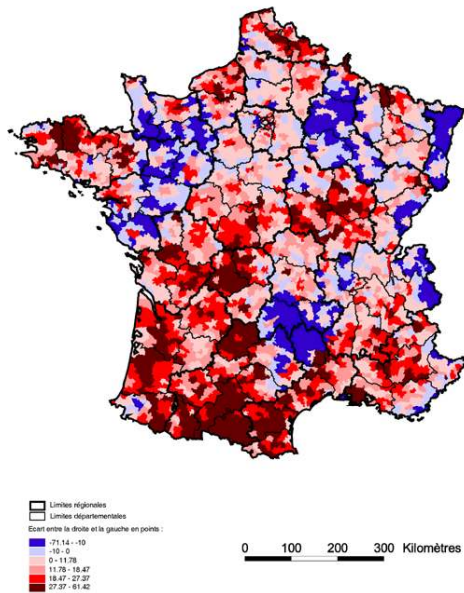


Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Elections régionales 2004, deuxième tour : Plongée socio-électorale sous la vague rose

Michel Bussi, Céline Colange, Jean-Paul Gosset et Jérôme Fourquet

Régionales 2004 - Second Tour
Ecart entre la droite et la gauche
(en pourcentage des suffrages exprimés)

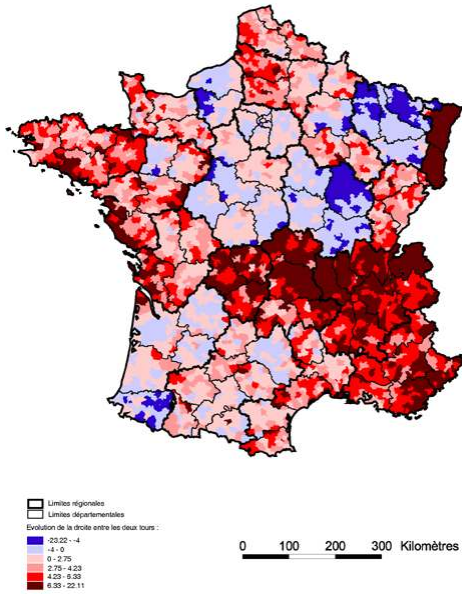


Source : Données du Ministère de l'Intérieur.
Conception, réalisation : Céline Colange et Jean-Paul Gosset.
Laboratoire M.T.G. - Université de Rouen



Carte 1 : Le rapport gauche/droite au second tour : les mûles de résistance de la droite

Régionales 2004 - Second Tour
Evolution de la droite parlementaire entre les deux tours
(en pourcentage des suffrages exprimés)

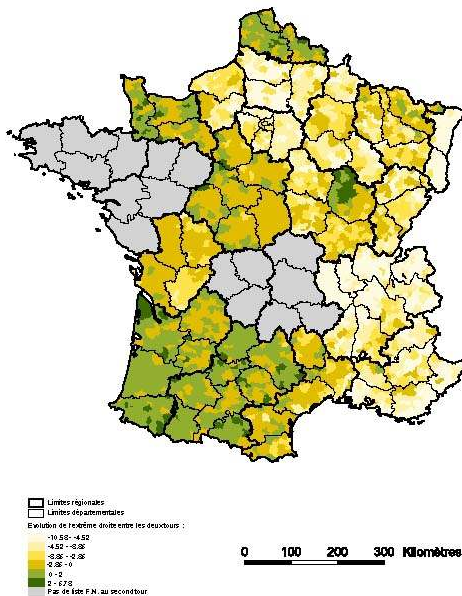


Source : Données du Ministère de l'Intérieur
Conception, réalisation : Céline Colange et Jean-Paul Gosset
Laboratoire M.T.G. - Université de Rouen



Carte 2 : L' évolution de la droite parlementaire entre le premier et le second tour : des reports imparfaits

Régionales 2004 - Second Tour
Evolution de l'extrême droite
(en pourcentage des suffrages exprimés)



Source : Données du Ministère de l'Intérieur
Conception, réalisation : Céline Colange et Jean-Paul Gosset
Laboratoire M.T.G. - Université de Rouen



Carte 3 : L'évolution de l'extrême-droite entre les deux tours : un « vote utile » d'une ampleur variable selon les territoires

- 1 Après le second tour des élections régionales de 2004, les médias ont largement diffusé l'inédite carte de France « rose » (hormis l'Alsace). Une « non carte » en réalité, la vague de gauche semblant avoir uniformément recouvert le pays, englobant l'ensemble des systèmes socio-politiques locaux et régionaux dont les géographes et les politistes se plaisaient à observer les permanences ou les lentes évolutions.
- 2 Pourtant, les cartes de France par canton démontrent qu'au delà des effets couperets d'un mode de scrutin semi-majoritaire (toutes les régions « basculent »), le vote des français lors du second tour des régionales est plus complexe qu'un simple raz-de-marée.
- 3 Première surprise, à l'échelle du canton, la carte du rapport gauche/droite lors du second tour des élections présidentielles n'est pas uniformément rose ! Il existe un nombre important de cantons où la droite est arrivée en tête au second tour. Néanmoins, mis à part en Alsace, aucun de ces regroupements de cantons n'a permis d'aboutir à une majorité régionale pour la droite. L'un des principaux pôles de résistance de la droite, au sud du massif central (grands causses), est écartelé sur trois régions : l'Auvergne (Cantal), le Languedoc-Roussillon (Lozère), l'Aveyron (Midi-Pyrénées). De même, la dorsale de droite de l'Ouest intérieur, de Valognes à la Vendée, s'étend sur la Basse-Normandie, les Pays de la Loire, et plus légèrement la Bretagne.
- 4 Le présence ou non du Front national au second tour ne constitue pas un facteur déterminant du rapport gauche/droite. La droite parvient à s'imposer même lorsque le Front national est présent au second tour : c'est le cas de l'Alsace. A l'inverse, la gauche parvient à l'emporter même en cas de simple duel avec la droite : c'est le cas en Bretagne par exemple, et moins nettement pour les Pays de la Loire ou l'Auvergne. En tous les cas, la présence ou l'absence du Front national n'est pas une clé explicative nette de la carte du rapport gauche-droite au second tour. Elle n'entraîne pas d'effets régionaux déterminants. C'est peut-être le signe que le Front national possède désormais un électorat autonome, stable, fidèle, qui ne peut plus être catalogué à droite ou à gauche, et qui ne constitue en plus une réserve décisive de voix potentielle pour la droite en cas de non qualification du Front national au second tour.
- 5 Dans le détail, la carte du rapport gauche-droite met en évidence l'importance du clivage urbain-rural. Ce clivage est particulièrement décisif dans les régions où la droite et la gauche sont quantitativement proches : ce sont les villes qui ont fait basculer les régions à gauche. Cet effet urbain est clairement visible en Basse-Normandie avec un ratio favorable à la gauche pour les agglomérations de Caen et Cherbourg). Il l'est plus encore en Pays de la Loire, où les agglomérations de Nantes, Angers, la Roche sur Yon, Le Mans apparaissent comme des îlots de gauche au cœur d'une majorité de cantons ruraux où la droite arrive en tête... Mais la carte est trompeuse : les électeurs sont plus nombreux dans les villes... L'élection d'Auxiette à la présidence de la région Pays de la Loire est ainsi symbolique : il incarne depuis plusieurs décennies la résistance d'une ville de gauche dans l'un des départements les plus à droite de France, la Vendée.
- 6 Autre fait notable, le plus souvent, les espaces périurbains semblent passer également à gauche. Ce sont pourtant ces mêmes espaces périurbains qui avaient le plus désavoué Jospin en 2002 ! On peut faire l'hypothèse que dans ces périphéries urbaines, l'effet de balance anti-gouvernemental est particulièrement accentué : contre la gauche en 2002, contre la droite en 2004. Ces espaces périurbains, encore peu marqués politiquement,

souvent peu encadrés par un réseau notabiliaire stable, font et défont les majorités en France, tout en étant depuis quelques années de plus en plus séduites par le Front national.

- 7 Ailleurs, dans d'autres régions où les scores sont serrés, les permanences de la géographie électorale locale ont eu une influence décisive. En Champagne-Ardenne, la plupart des cantons ruraux donnent une majorité à la droite, mais Jean-Paul Bachy parvient pourtant à emporter la région pour la gauche en s'imposant dans les villes (Troyes, vallée de la Marne autour de Challons-en-Champagne...), et surtout dans les Ardennes autour de Sedan, la ville dont il est maire. Autre région très disputée, l'Auvergne est marquée par une division nord-sud : la gauche s'impose dans l'Allier grâce à un bon report des voix communistes, et surtout dans le Puy-de-Dôme, le département démographiquement le plus important. Le vote uniformément favorable à la droite (sauf les villes) dans le Cantal et la Haute-Loire ne parvient pas à inverser la tendance.
- 8 Paradoxalement la vague rose laisse donc émerger les terres qui restent les plus à droite : les Savoie, le pays basque, l'Alsace, les Causses, l'Ouest intérieur, le Léon... L'ensemble des terres catholiques traditionnellement de droite. Les désalignements électoraux annoncés par les politistes après plusieurs élections "de rupture" ne semblent donc pas si évidents... Si les alternances apparaissent désormais plus fréquentes et plus intenses, ces flux et reflux semblent peu éroder les paysages politiques qui réapparaissent après chaque transgression. Attention cependant, l'apparente permanence de la carte masque les profondes mutations urbaines et périurbaines en cours. En dépit de la stabilité globale de la carte politique de France, les majorités se font désormais dans les agglomérations urbaines, qui servent également de points d'appui aux courants nouveaux, de l'écologie à l'extrême droite.
- 9 La carte de l'évolution du score du total droite entre les deux tours offre une information claire : dans les régions où l'UDF n'était pas présente au premier tour, le score de la droite a généralement augmenté au second tour. C'est explicitement le cas en Auvergne, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Alsace, et moins nettement pour la Picardie et le Poitou-Charentes. Par contre, dans les régions qui ont connu une fusion UDF-UMP entre les deux tours, la droite récupère à peine au second tour son score du premier (Centre, Aquitaine, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Midi-Pyrénées). Dans d'autres régions, la fusion, parfois dans un contexte conflictuel, se traduit même par un recul de la droite entre les deux tours sur la majeure partie du territoire régional : c'est le cas en Haute-Normandie et plus nettement encore en Lorraine.
- 10 En revanche, dans les régions où l'UDF, présente au premier tour, n'a pas fusionné au second (qu'elle ait donné ou non des consignes de vote), le score de la droite semble paradoxalement davantage progresser : c'est le cas en Basse-Normandie, en Franche-Comté ou en Languedoc-Roussillon. La Bourgogne constitue cependant un spectaculaire contre exemple, et le recul de la liste UMP menée par Soisson est clairement liée à son opposition frontale avec l'UDF Sauvadet.
- 11 La fusion a tout de même permis de relativement bons reports dans le Limousin et le Nord Pas de Calais, mais dans ces deux régions, l'élection était jouée dès le premier tour. Pour les Pays de la Loire, si les reports ont également assez bien fonctionné en Vendée, en Maine et Loire et Loire-Atlantique, ce n'est pas le cas dans la Sarthe et la Mayenne : les fortes logiques départementales, favorables à Arthuis dans la Mayenne, et à Fillon dans la Sarthe, semblent avoir dynamité une fusion supra-départementale entre les deux

personnalités. Le surprenant désaveu de chacun des deux leaders dans leurs départements respectifs apparaît lié à de mauvais reports entre UDF et UMP.

- 12 En tous les cas, l'observation cartographique semble démontrer qu'en majorité, les fusions de listes entre les deux tours ont eu un effet particulièrement négatif sur l'électorat de la droite, qui réalise de relativement meilleurs résultats lorsqu'elle était unie au premier tour, et même de plus bons résultats lorsque l'UDF a choisi de se retirer plutôt que de fusionner.
- 13 Si l'on descend en dessous des moyennes départementales, on observe clairement que le total droite entre les deux tours recule le plus là où l'UDF avait réalisé de très forts scores au premier tour : c'est le cas pour Bayrou pour les Pyrénées-Atlantique, pour Sauvadet en Côte d'Or... de façon plus étonnante, c'est encore le cas lorsque la tête de liste régionale UDF du premier tour mène la liste d'union de la droite dans son département au second tour : nettement pour Hervé Morin dans l'Eure, un peu moins pour André Santini dans les Hauts-de-Seine.
- 14 Sur un plan plus général, la droite semble avoir largement progressé entre les deux tours dans les espaces touristiques : la Savoie, la Côte d'Azur, mais également de façon spectaculaire sur une grande partie du littoral Atlantique de Quimper à Bordeaux. On peut y voir conjointement le signe d'un vote de résidents secondaires et de retraités, qui ne se déplacent pour voter que lors du tour décisif, et d'un report à droite d'une partie de l'électorat Front national de premier tour en Bretagne et Pays de la Loire, électorat assez présent dans les cantons littoraux de ces régions et privé de la possibilité d'un vote FN au second tour, ce parti n'y ayant pas franchi la barre des 10 %.
- 15 Sous l'effet du « vote utile », en faveur de la droite mais aussi parfois de la gauche, le score du FN a connu, entre les deux tours, une certaine érosion. Le recul est le plus net en Picardie, Alsace, Rhône-Alpes et en Ile-de-France. A l'inverse, il apparaît à la lecture de la carte cantonale, que dans d'autres territoires, délimités et bien spécifiques, le parti de JM Le Pen ait enregistré une progression, les électeurs de premier tour étant rejoints par de nouveaux soutiens.
- 16 Comme lors de la présidentielle de 2002, ces « renforts » sont constitués pour partie de certains électeurs CPNT. On remarque en effet une coïncidence troublante entre les zones de force de ce parti au premier tour et les terres de progression du FN au second. C'est particulièrement net en Aquitaine pour le Médoc ou le fief béarnais de Saint-Josse. C'est également le cas en Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon (Ariège, Gers, sud de l'Aveyron, arrière-pays biterrois, lodèvois) ou bien encore en Basse-Normandie (baie d'Isigny). Plus généralement, le ralliement d'électeurs CPNT explique, entre les deux tours, le maintien ou la progression du FN dans des zones rurales excentrées, alors qu'il recule généralement en agglomération et dans les couronnes péri-urbaines. Ces transferts illustrent par ailleurs en creux le fait que sans la présence de CPNT, la diffusion « en auréole » du vote FN dans les campagnes aurait sans doute été plus importante.
- 17 Mais les « chasseurs » n'ont pas été les seuls à concurrencer le FN au premier tour et à courtiser des électeurs désirant manifester un certain mécontentement. On a vu plus haut comment les candidatures des têtes de liste UDF avaient pu mordre localement sur cet électorat. Les gains du FN au second tour dans le nord de la Côte-d'Or (terre d'élection de Sauvadet), dans l'est du Calvados (dont Augier est l'élu) ou dans certains cantons du Loir-et-Cher, où Gourault avait fait de bons résultats, semblent indiquer que la protestation de certains de ces électeurs, après s'être exprimée par un vote UDF au premier tour, se soit

traduite par un vote FN au second¹. Dans le même ordre d'idée, on peut penser que la liste divers droite en Lorraine a gelé sur son nom un électorat potentiellement frontiste qui s'est reporté pour partie sur la liste d'extrême-droite au second, notamment en Moselle et dans la Meuse, départements ayant précédemment le plus voté pour la liste Masson.

- 18 Enfin, s'il apparaît globalement que les marges de progression du FN entre les deux tours soient davantage situées dans l'ouest du pays, plus rural et votant moins FN ; la France de l'est, davantage urbanisée et votant plus extrême-droite, voyant quant à elle les candidats frontistes reculer entre les deux tours (avaient-ils dans ces territoires déjà « fait le plein » de leurs voix ?), une région fait exception. En effet, le parti de Le Pen a aussi enregistré une progression non négligeable dans le Nord-Pas-de-Calais. C'est notamment dans l'ouest du bassin minier, durement touché par la crise et les plans sociaux, que les gains en voix sont les plus significatifs. Dans ce territoire comme dans le nord du valenciennois voisin, ce ne sont pas des voix CPNT ou UDF, mais sans doute plutôt un vote populaire (capté par la liste communiste au premier tour mais moins attiré par une liste d'union de la gauche au second) qui est venu rejoindre les rangs des électeurs frontistes.
- 19 Malgré le débat sur la décentralisation et la lente montée en puissance des régions en France, il ne semble guère que le modèle de l'élection intermédiaire² soit remis en cause en 2004. Au contraire, l'examen des élections régionale et cantonale laisse penser que les notables locaux et régionaux parviennent moins qu'auparavant à endiguer sur leur seul nom et travail de proximité les mouvements de fond nationaux. Pour l'élu, le *risque* de non renouvellement de son mandat, même local, semble accru ! On peut alors s'interroger sur les *aléas* : faut-il voir en 2004 un phénomène exceptionnel, tel les crues centenaires, ou une dégradation durable du climat politique, les alternances nationales devenant plus fréquentes et plus intenses ? On peut également mettre en question les *vulnérabilités* : la décentralisation devrait renforcer les proximités élus/électeurs (et assurer la stabilité des « bons » élus), mais conjointement, elle tend à politiser les débats locaux et régionaux, et à rendre désormais presque impossible toute gestion non partisane des collectivités territoriales.

NOTES

1. A l'analyse des cartes, il ne semble pas qu'on ait eu à faire au même phénomène en Ile-de-France où la candidature Santini a sans doute davantage mordu sur le centre-gauche que sur un électorat protestataire tenté par le FN
2. les élections locales serviraient avant tout de défouloir pour sanctionner ou non le gouvernement en place.

AUTEURS

MICHEL BUSSI

directeur du laboratoire MTG - Université de Rouen

CÉLINE COLANGE

doctorante - Université de Rouen

JEAN-PAUL GOSSET

Assistant Ingénieur CNRS - UMR IDEES - Université de Rouen

JÉRÔME FOURQUET

Institut CSA - Université de Caen